



AMBASSADE DE SUISSE
AU PORTUGAL

1399 LISBONNE CODEX

le 9 février 1984

Travessa do Patrocinio 1
Téléphone: 67.31.21/2

Ref.: 381.0 - MA/sd

CONFIDENTIEL

RAPPORT POLITIQUE N° 2

an								a/a
Datum								/
Visa								
EDA								
Ref. p. A. 21. 31.								

Le Portugal et la CEE
L'impatience du Premier Ministre

Sur le plan de la politique extérieure, la négociation de l'adhésion à la CEE est la principale préoccupation du gouvernement de Mario Soares. L'entrée du Portugal dans la Communauté répond à une volonté politique. Elle figurait en tête de liste dans le programme électoral du Parti socialiste. Maintenant qu'il est au pouvoir, il poursuit activement le but visé. A cette fin, Mario Soares a choisi son Ministre des finances compte tenu de ses connaissances du dossier de Bruxelles. Le Ministre Ernâni Lopes, un indépendant, était précédemment Ambassadeur au Marché Commun. Soares l'a chargé de la négociation avec la Communauté.

Toutefois, les pourparlers qui, précédemment déjà, progressaient trop lentement au goût des Portugais, se sont encore ralentis dernièrement. Cela irrite Lisbonne. Soares ne cache plus son impatience. Il la manifeste à chaque occasion lors de rencontres avec des personnalités des pays de la Communauté, ou lors de déclarations publiques dans le pays ou à l'étranger, comme récemment à Genève. Ces déclarations véhémentes, parfois intempestives, étonnent. Qui a-t-il derrière de tels éclats ? Ils sont si surprenants chez un homme d'habitude pondéré, qu'ils méritent une brève analyse.

Le Premier Ministre donne toutes les apparences d'être foncièrement convaincu de la nécessité pour son pays d'accéder à la CEE le plus rapidement possible. On attend de l'adhésion des effets positifs d'ordre politique et économique :

- Le Portugal, naguère orienté vers le sud de l'Atlantique et ayant au cours de son histoire presque tourné le dos à l'Europe a, maintenant qu'il a perdu ses ramifications lointaines, besoin de se sentir plus étroitement intégré dans l'Europe.
- La situation économique du pays est inquiétante. Elle ne peut être redressée que par une politique d'austérité. Or, comme me le disait Mario Soares bien avant d'être Premier Ministre, les privations et les ventres creux engendrent le mécontentement. Une telle atmosphère peut dégénérer en

Dodis



troubles intérieurs d'autant plus dangereux quand on dénombre dans la population près de 18 % de communistes. C'est, selon Soares, non seulement dans l'intérêt de son pays, mais aussi dans celui de l'Europe occidentale, de favoriser le développement économique du Portugal et de le préserver ainsi du danger d'un glissement (ou d'un reglissement) vers l'extrême-gauche.

- L'entrée dans le Marché Commun va créer pour le Portugal, avec son agriculture aux structures souvent archaïques, sa flotte de pêche désuète, son industrie limitée, un choc indéniable. Les autorités comptent précisément sur la brutalité de ce heurt pour éveiller les esprits, galvaniser les initiatives et faire démarrer la modernisation de l'ensemble de l'économie. (Lors d'un récent entretien avec le nouveau Directeur des affaires économiques du MAE, et lorsque je lui faisais remarquer combien l'expérience AELE leur était utile comme préparation à l'entrée à la CEE, il me répondit froidement que l'appartenance à l'AELE n'avait pas produit un choc suffisamment stimulant !). Reste à savoir si l'économie sera capable d'absorber ce choc et si la mentalité chez les paysans et les pêcheurs est assez évoluée pour le mettre à profit.

Pour moderniser et assainir son économie, le Portugal compte pour ainsi dire entièrement sur l'aide financière et technologique de la Communauté. Il compte tout autant sur l'aide pré-adhésion qui devrait permettre une première adaptation.

C'est précisément pour recevoir au plus vite l'aide pré-adhésion que Soares se montre si pressé de voir les négociations aboutir. Malheureusement, dans l'attente de cette aide, aucun effort d'adaptation ne semble vouloir venir de l'intérieur. Déjà à présent, la Communauté est prête à assister le Portugal. Toutefois, les fonds offerts ne sont guère utilisés à l'instar de ce qui se passe à propos du Fonds de l'AELE de Développement industriel du Portugal faute de projets concrets élaborés par les bénéficiaires.

La hâte de Soares a aussi une autre raison. Elle le concerne personnellement. D'une part, c'était Soares qui, il y a 7 ans, avait signé la demande d'adhésion à la CEE. Si les négociations qui durent déjà depuis 5 ans, traînent trop, elles risquent de s'enliser, voire de déboucher sur une rupture. Soares, plus que n'importe quel autre Premier Ministre, perdrait la face.

D'autre part, il est connu que Soares est candidat à la présidence de la République. Actuellement, il a de bonnes chances mais les élections n'auront lieu qu'à fin 1985. Beaucoup de choses peuvent se passer d'ici là. Il est à craindre que la réputation de Soares ne se ternisse puisqu'il sera obligé de poursuivre sa politique d'austérité. Un succès sur le plan de la négociation à Bruxelles pourrait donc utilement redorer l'image du chef. Soares est, en quelque sorte, comme on dit en allemand "unter Erfolgszwang".

En résumé, le souhait de déclencher le plus vite l'octroi de l'aide pré-adhésion et le coup d'oeil sur son image intérieur dans la perspective d'accéder à la présidence de la République sont les principales raisons qui expliquent la surprenante manifestation d'impatience de Soares.

Pourtant, à ce que me confirment mes collègues, les capitales des Etats communautaires ne se laissent guère impressionner par des déclarations considérées comme destinées à l'usage interne. Même Mauroy, lors de son dernier passage à Lisbonne, avait été clair. Il a essayé de faire comprendre aux Portugais qu'il fallait d'abord laisser les 10 mettre leur maison en ordre avant de vouloir en franchir le seuil. Malgré cela, les officiels portugais continuent à affirmer que, durant ce semestre de présidence française sur laquelle on met tous les espoirs, les pourparlers seront menés à bonnes fins.

Cependant, il faut noter une nuance. Jusqu'à présent on parlait toujours ici de la nécessité d'arriver au plus vite à la signature de l'accord d'adhésion. Maintenant on se borne à mentionner comme but la seule conclusion des négociations. Il semble que Lisbonne se contenterait d'une déclaration, issue à Bruxelles, que les négociations ont abouti et qu'elles sont terminées. La signature formelle pourrait intervenir ultérieurement (à la fin des négociations avec l'Espagne ?).

Il est vraisemblable qu'une déclaration faisant état de la conclusion des négociations conviendrait à Soares sur le plan interne. Suffira-t-elle pour ouvrir le robinet de l'aide pré-adhésion ? Peut-être, si le Portugal démontrait enfin sa volonté de prendre lui-même l'initiative, ne fût-ce que de l'amorce, d'une adaptation de ses structures économiques. Parfois, on aimerait dire aux amis portugais, en s'inspirant du proverbe connu : "aide-toi et la Communauté t'aidera". Mais là, nous abordons l'autre aspect du problème, celui de l'impatience de la Communauté.

L'Ambassadeur de Suisse


J. Martin